

DU LIBÉRALISME NÉOCLASSIQUE : LA FRESHWATER SCHOOL COMME RÉPONSE À LA CRISE HÉGÉMONIQUE AMÉRICAINE DES ANNÉES 1960

*Mathieu Cousineau DeGarie**

Le libéralisme néoclassique, communément appelé néolibéralisme, est souvent perçu comme le vecteur de l'impérialisme américain dans le monde. Cependant, cet article vient nuancer cette affirmation en proposant que ce courant de pensée est né au sein de la Chicago School of Economics en tant que paradigme original à partir duquel étudier les enjeux critiques aux États-Unis des années 1960 et 1970. En appliquant un cadre d'analyse gramscien à l'analyse de la naissance de la théorie libérale néoclassique, nous revenons sur le contexte sociopolitique et économique de l'époque, caractérisé par une crise hégémonique mettant à mal le complexe État-société et appelant à une refonte du rôle de l'État américain dans le bloc historique. Nous croyons que le libéralisme néoclassique a constitué un élément fondamental de la nouvelle hégémonie nationale en permettant le retrait de l'État de son rôle central de maintien de l'économie et du filet social et en favorisant une approche positiviste et béhavioriste des sciences sociales et des politiques publiques. Finalement, nous terminons notre réflexion par une ouverture favorisant l'approfondissement des recherches sur le sujet du lien entre les courants de pensée et l'organisation du pouvoir dans nos sociétés.

Neoclassical Liberalism, commonly known as Neoliberalism, is often conceived as the vector of American imperialism in the world. However, this article intends to refine this statement by suggesting that this body of thought originated from the Chicago School of Economics as a novel paradigm with which to address the critical issues bearing upon the United States in the 1960s and 1970s. By applying a Gramscian analytical framework to the birth of the neoclassical liberal theory, we look back at the sociopolitical and economic context of the time, characterised by a hegemony crisis affecting the State-society complex and calling for a remodeling of the American State's role in the historic bloc. We believe that Neoclassical Liberalism consisted in a fundamental element of the new national hegemony allowing a retreat of the State from its central role of sustaining the economy and the social safety net by promoting a positivist and behavioral approach to social sciences and policy-making. Lastly, we conclude our inquiry with an opening up of the studies on the subject looking to foster research on the relation between schools of thought and the power structure in our societies.

* L'auteur est détenteur d'une maîtrise en droit international de l'Université du Québec à Montréal et y a mené ses recherches au sein du Centre d'études sur le droit international et la mondialisation (CÉDIM).

« *In discussions of economic policy, 'Chicago' stands for belief in the efficacy of the free market as a means of organizing resources, for skepticism about government intervention into economic affairs, and for emphasis on the quantity of money as a key factor in producing inflation.*

In discussions of economic science, 'Chicago' stands for an approach that takes seriously the use of economic theory as a tool for analyzing a startlingly wide range of concrete problems, rather than as an abstract mathematical structure of great beauty but little power; for an approach that insists on the empirical testing of theoretical generalizations and that rejects alike facts without theory and theory without facts. »

Milton Friedman, *Discours devant le Conseil d'administration*, 1974, Université de Chicago

Lorsqu'en 2008 l'Université de Chicago annonça la création du Milton Friedman Institute for Research in Economics (MFI), un groupe interdisciplinaire de chercheurs de l'Université nommé Committee for Open Research on Economy and Society (CORES) vit le jour pour dénoncer le financement d'un tel centre. Le groupe lança même une pétition en ligne contre cette décision administrative, qui signifierait à leurs yeux un appui institutionnel aux idées controversées du grand économiste. Leurs principaux griefs étaient que le MFI adoptait une vision très étroite de l'économie, hermétique aux autres sciences sociales, et basée sur une méthodologie très réductrice. L'institut a, depuis 2011, été transformé pour adopter une approche plus souple, et a été rebaptisé Gary Becker & Milton Friedman Institute for Research in Economics, du nom de ces deux professeurs d'économie issus de l'Université et lauréats du *Prix de la Banque royale de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel*. Cependant, le malaise demeure. Le CORES trouve injuste qu'un centre de la sorte existe pour pérenniser l'approche néolibérale de la gouvernance, ayant affecté grandement les relations internationales et l'économie de nombreux pays en développement.

Cette idée est répandue. L'Histoire semble retenir que la Chicago School of Economics (CSE) a donné naissance à l'architecture institutionnelle actuelle de l'économie mondiale, et que son influence a été majoritairement néfaste. Ainsi, on imputerait aux économistes de l'École de Chicago – aussi appelée la Freshwater School of Economics¹ – la transformation de l'idéologie macroéconomique dominante, et la refonte du rôle des institutions de Bretton Woods par ce que les

¹ Cette appellation fait référence aux universités du Midwest installées autour des Grands Lacs d'où origine le monétarisme. Ils sont en opposition à la Saltwater School of Economics qui se compose des universités de la Côte Est américaine, d'obédience keynésienne.

économistes et politologues ont appris à appeler le Consensus de Washington. Mais qu'en est-il réellement? Il nous semble que cette relation mérite d'être problématisée et mieux interprétée afin de ne pas tomber dans le simple procès d'intention. À l'aide de la théorie gramscienne, c'est ce que nous proposons de faire dans ce texte, sorte d'exercice de style qui est une adaptation d'une allocution tenue dans le cadre du colloque *Actualité interdisciplinaire de Gramsci* tenu au printemps 2013.

Nous avançons donc que le libéralisme néoclassique² n'est pas né en tant que vecteur de l'impérialisme américain – bien qu'il allait le devenir – mais a plutôt été développé afin de répondre à une crise de légitimité de la classe dominante aux États-Unis dans les années 1960 et 1970. Pour ce faire, nous emploierons une approche gramscienne, car nous pensons qu'elle est la plus efficace pour rendre compte de l'influence d'un courant d'idées sur une réalité politique et économique. Nous insisterons sur le rôle d'intellectuel joué par la CSE dans la redéfinition de l'hégémonie américaine. Nous croyons que son discours a influencé la naissance d'une idéologie renouvelée et adaptée à la nouvelle réalité économique et politique, nationale et internationale, entourant cette hégémonie, substituant du même coup un changement dans le complexe État-société à une potentielle révolution d'ordre hégémonique. Notre niveau d'analyse se situera donc à l'intérieur des États-Unis; l'étendue au monde des préceptes libéraux néoclassiques ne sera que peu couverte alors que nous nous concentrerons sur les relations entre classes et institutions caractérisant la structure historique américaine de l'époque. Précisons également qu'en interprétant les origines de l'idéologie et non ses conséquences, nous ne prétendons pas établir de liens causaux entre son avènement et les transformations subséquentes de l'hégémonie internationale, mais simplement de fournir un éclairage inspirant sur le monde universitaire américain.

Tel qu'annoncé, nous nous penchons sur le rôle d'*intellectuel* joué par la CSE au cours des années 1960 et 1970. Il convient ici de préciser notre compréhension de ces deux éléments clefs de notre étude. La vision gramscienne de la structure historique, le contexte dialectique et historiquement situé dans lequel interagissent les classes, suggère que ces dernières sont engagées dans une lutte pour le contrôle de la détermination de la forme de leur État. Leur objectif est d'asseoir leur hégémonie sur la création et la légitimation du bloc historique, soit l'ensemble des structures de domination façonnant l'organisation de la société. Lorsque ce but est atteint, le groupe hégémonique possède non seulement la capacité d'organiser – de gouverner – le bloc historique à son intérêt, mais également de susciter le consentement des classes subordonnées à se soumettre à cet ordre des choses. Nous reprenons ici la définition de Robert W. Cox pour qui l'hégémonie est le contrôle sur la « perception individuelle de soi et du monde, fermement ancrée dans l'esprit

² Nous souhaitons à ce point préciser au lecteur que nous utilisons le vocable « libéralisme néoclassique » plutôt que « néolibéralisme » car nous ne croyons pas que cette théorie soit fondamentalement *nouvelle*. Nous croyons plutôt, et à l'instar de Robert W. Cox, que la CSE voulut faire renaître l'utopie positiviste du XIX^e siècle de l'économie comme science exacte promouvant le laissez-faire, mais avec quelques modifications ontologiques. Ainsi, si le fordisme keynésien était venu répondre aux carences manifestes de ce modèle, le libéralisme néoclassique vint de nouveau le légitimer par la critique constructive. Robert W Cox, « Dialectique de l'économie-monde en fin de siècle » (1990) 21:4 *Études Int* 693 aux pp 696-697 [Cox].

collectif; [...] la conception fondamentale qu'a le peuple du monde qui l'entoure³ ». L'évolution d'une classe vers l'hégémonie s'opère au travers de trois niveaux de conscience, c'est-à-dire de perception de soi et du monde : la conscience économico-corporative, ou l'identification de son intérêt en contradiction avec celui d'un groupe antagoniste; la solidarité, ou la conscience partagée menant à un projet politique contre-hégémonique; et la conscience hégémonique, ou le contexte dans lequel le groupe dominant réussit à incorporer les intérêts des subordonnés de façon harmonieuse dans une idéologie universelle faisant consensus⁴. Cette prise de conscience est facilitée par l'intervention d'un certain type d'acteur au sein des classes que sont les intellectuels. Ils peuvent être incarnés par des individus ou des institutions, et sont rattachés de façon plus ou moins étroite à une classe. Leur indépendance d'esprit leur permet de raisonner leur position dans le bloc historique et de le critiquer. Cependant, leur capacité à agir sur les idées dépend de leurs capacités matérielles et de l'appui dont ils jouissent au sein de la classe qu'ils représentent. Ainsi, la liberté et la nécessité du rôle des intellectuels dans une classe sont en rapport dialectique⁵.

En ce qui concerne la Chicago School of Economics, elle dépasse les enceintes de l'université sises à Hyde Park sur les bords du lac Michigan. Elle fait référence à la communauté de chercheurs du département d'économie, de l'école d'administration et de la faculté de droit de l'Université de Chicago, mais également aux collaborateurs ayant participé à la construction de la théorie libérale néoclassique, sur laquelle nous reviendrons. Le terme « école » doit particulièrement être précisé. Warren Samuels dit de la CSE que « les membres de l'École développent un corpus de pensée et ne font pas que répéter un ensemble de révélations déterminées. [...] L'École est engagée dans une exploration dont les résultats émergent parfois en contradiction avec la doctrine fondamentale⁶ ». [Notre traduction.] Ainsi, l'École de Chicago représente l'ensemble des chercheurs qui partagent un objectif normatif, un projet de recherche, et qui sont animés par l'idée que ce qu'ils font participe à l'avancement de leur science et de la société qu'elle sert.

Cet article se divise en trois sections. Dans la première, nous proposons notre interprétation de la structure historique américaine au cours des années 1960 et 1970 ainsi que du contexte universitaire de l'époque. Dans la seconde, nous présentons la façon dont la CSE a su adapter son discours à la crise hégémonique naissante afin d'augmenter son influence sur l'État américain. Finalement, dans la troisième section, nous faisons part au lecteur de certaines interrogations demeurant suite à notre exposé, et fournissons quelques pistes de réponses dans le but de favoriser la réflexion future sur le sujet.

³ Robert W Cox, « Au-delà de l'Empire et de la terreur : réflexions sur l'économie politique de l'ordre mondial » (2004) 2:2 *Contrar* 167 à la p 181.

⁴ Robert W Cox, « Gramsci, Hegemony and International Relations : An Essay in Method » (1983) 12:2 *Millenn - J Int Stud* 162 à la p 168.

⁵ Jean-Marc Pottier, *La Pensée politique de Gramsci*, Collection aspects, Montréal, Éditions Parti pris, 1970 à la p 29.

⁶ Warren J Samuels, dir, *The Chicago School of Political Economy*, Somerset, Transaction Publishers, 1992 à la p 6.

I. Crise hégémonique aux États-Unis

Nous entendons par « crise hégémonique » un moment dans l'évolution de la structure historique où le bloc historique se fissure en raison de son incapacité à conserver son contrôle sur le discours hégémonique face, notamment, à la montée de courants contre-hégémoniques en voie de solidarisation. Le discours normatif développé par la CSE vint donc en réponse à la crise hégémonique sévissant aux États-Unis depuis la seconde moitié des années 1960 et comportant de nombreux aspects sociaux, économiques et politiques. Simultanément, comme nous le verrons ici, le monde universitaire américain était en transformation, et allait voir apparaître de nouveaux pôles d'autorité en sciences sociales et économiques.

La période que nous mettons en lumière commença dans une atmosphère tragique au pays de l'Oncle Sam. 1968, année d'élection présidentielle, allait être marquée par l'assassinat de deux symboles de renouveau sociopolitique, c'est-à-dire Robert Kennedy le jour de sa victoire à l'investiture démocrate, puis de Martin Luther King Jr., ce qui avait donné lieu à des soulèvements populaires dans plusieurs grandes villes du pays en raison des tensions sociales et raciales exacerbées⁷. Le président Lyndon B. Johnson, affaibli par les faibles résultats du projet de *Great Society* de promotion des droits civils, son incapacité à redresser l'économie, et l'humiliation causée par l'Offensive du Têt et le scandale du massacre de Mỳ Lai, décida de se retirer de la vie politique, laissant le champ libre à l'arrivée de l'ancien vice-président de Dwight D. Eisenhower, Richard Nixon. Le nouveau président amorçait son mandat avec deux épines au pied, d'une part le besoin urgent de trouver une sortie du marasme vietnamien et, d'autre part, l'enfoncement incessant du pays dans une crise économique inquiétante.

La vague de contestation contre la guerre au Viêt Nam s'étendait à toutes les sphères de la société. Le mouvement des Students for a Democratic Society (SDS), qui naquit à l'Université du Michigan, était au centre des actions. Lors de la première grève générale étudiante de l'histoire du pays, organisée en 1970 contre la conscription, « *the FBI listed 1,785 student demonstrations, including the occupation of 313 buildings* »⁸, si bien que Nixon admit plus tard dans ses mémoires : « *Although publicly I continued to ignore the raging antiwar controversy [...] I knew, however, that after all the protests and the Moratorium, American public opinion would be seriously divided by any military escalation of the war* »⁹. Au même moment, on commença à voir des défections dans le cercle interne de la sécurité nationale, dont le

⁷ Richard Rorty, *L'Amérique : un projet inachevé : la pensée de gauche dans l'Amérique du vingtième siècle*, Pau, Presse de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, 2001 à la p 98.

⁸ Lors du discours inaugural de Brown University en 1969, deux tiers des finissants tournèrent le dos à Henry Kissinger. Lorsque Nixon ordonna l'invasion du Cambodge en 1970, une grande manifestation s'organisa à Kent State University en Ohio, la garde nationale fit feu sur la foule, tuant quatre étudiants et en paralysant un autre. Des grèves de protestation furent alors déclenchées dans plus de quatre cents collèges et universités. Howard Zinn, *A People's History of the United States : 1492 to Present*, 20^e éd, New York, Harper Collins Publishers, 1999 à la p 490 [Zinn].

⁹ Richard Nixon, *RN : The Memoirs of Richard Nixon*, Simon and Schuster, 2013 à la p 402.

plus grand moment fut le scandale des « *Pentagon Papers*¹⁰ ». « *Daniel Ellsberg was a Harvard-trained economist, a former marine officer, employed by the RAND Corporation, which did special, often secret research for the U.S. government*¹¹. » Il s'empara d'un récit historique classifié du Département de la Défense sur la guerre du Viêt Nam avec l'aide de son ami Anthony Russo. Le document de sept mille pages fut remis à divers membres du Congrès et au *New York Times*, qui le publia à partir de juin 1971, créant une sensation nationale¹². Le retrait des troupes s'officialisa finalement en 1973 avec ce que Nixon appela la « Paix honorable » dans son *Discours sur l'état de l'Union* de cette année-là.

Le bloc hégémonique américain traversait donc à cette époque une grave crise de légitimité. Dès 1970, l'Université du Michigan publiait un sondage montrant que 40% des professionnels et 66% des travailleurs non-qualifiés ne faisaient pas confiance au gouvernement¹³. En 1974, un autre sondage montra que 34% des électeurs ne s'identifiaient plus aux deux partis institutionnels¹⁴. En 1976, William Simon, courtier financier multimillionnaire chez Salomon Brothers sur Wall Street ayant servi comme Secrétaire au Trésor sous Nixon et Ford, s'adressa à un conseil d'affaire en Virginie.

*He said that when "so much of the world is lurching towards socialism or totalitarianism" it was urgent to make the American business system understood, because "private enterprise is losing by default – in many of our schools, in much of the communications media, and in a growing portion of the public consciousness." [...] Too often, Simon said, Americans "have been taught to distrust the very word profit and the profit motive that makes our prosperity possible, to somehow feel this system, that has done more to alleviate human suffering and privation than any other, is somehow cynical, selfish, and amoral." We must, Simon said, "get across the human side of capitalism"*¹⁵.

La Trilateral Commission, groupe non-gouvernemental fondé en 1973 par David Rockefeller, avait pour but à l'époque de rassembler l'élite américaine, européenne et japonaise afin de réfléchir aux enjeux sociaux contemporains. Du côté américain, on y retrouvait des intellectuels tels que Zbigniew Brzezinski, Paul Volcker, Alan Greenspan ainsi que des représentants de milieux d'affaires et des médias incluant les dirigeants de la Chase Manhattan Bank, de Lehman Brothers, de Bank of America, de la Standard Oil, de Ford, de General Electric, du Time Magazine, du Washington Post, et de CBS. Samuel Huntington, en 1976, y décrivait la « vague excessive de démocratie » déferlant sur le pays : « Les gens ne sentent plus la même obligation d'obéir à ceux qu'ils considéraient comme supérieurs en âge, en rang, en statut, en expertise, en caractère ou en talent¹⁶. » [Notre traduction.] Il

¹⁰ Zinn, *supra* note 8 à la p 487.

¹¹ *Ibid.*

¹² *Ibid* à la p 488.

¹³ *Ibid* à la p 541.

¹⁴ *Ibid* à la p 542.

¹⁵ *Ibid* à la p 558.

¹⁶ *Ibid* à la p 559.

exprimait alors la nostalgie partagée du temps où les États-Unis étaient dirigés par un président supporté par des acteurs clés comme l'Executive office, la bureaucratie fédérale, le Congrès, et les principales entreprises, banques, cabinets d'avocats, fondations et médias constituant l'establishment du secteur privé. Ainsi, comme la crise de légitimité de la classe dominante fit perdre son lustre consensuel à l'hégémonie, l'État américain se tourna vers la coercition pour mater les groupes contestataires et les tensions raciales. Un des exemples de ce virage fut l'emploi par le FBI de techniques de contrinsurrection, développées pour la plupart au Viêt Nam, sur les groupes radicaux américains¹⁷.

En matière d'économie, la relance de la production de biens d'exportation des marchés du Japon, de la RFA et de l'Europe de l'Ouest, au lieu de compléter la production américaine, dupliquait les produits déjà sur le marché, enclenchant une guerre de prix. Ceci se traduisit en une surproduction de marchandises, une chute de prix et surtout l'impossibilité pour l'industrie américaine de toucher les mêmes profits qu'auparavant. Ainsi, de 1965 à 1973 le secteur manufacturier américain subit une chute de 43,5% du taux de profit sur son stock de capital¹⁸. L'ajout à cet état de fait de l'augmentation excessive des réserves de dollars à l'étranger et les fortes pressions sur le Trésor américain pour maintenir la valeur du dollar lança le système dans la crise. Au même moment, l'État-providence mis en place dans les années 1950 subissait une pression sans précédent en raison de la crise budgétaire de Washington, de l'explosion démographique – la population du pays était passée de cent cinquante millions en 1950 à deux cents millions en 1970 – et de la montée en force des syndicats qui revendiquaient une meilleure répartition des richesses et critiquaient l'exigence keynésienne d'augmentation incessante de la productivité et de la consommation. De plus, le retrait des forces militaires américaines conventionnelles de théâtres d'opération autour du globe remettait en question le financement titanesque du secteur de la défense, qui avait été au centre du système de keynésianisme militaire – la stimulation économique et la création d'emplois par le financement de l'armée – ayant jusqu'alors fait la gloire du modèle américain. Si les coupes dans les budgets militaires causaient des tensions à Washington entre les partisans du maintien de

¹⁷ Les agences de sécurité nationale comptaient alors dans leurs rangs des chercheurs de la RAND Corporation, qui changèrent l'approche de la contre-insurrection au Viêt Nam d'une lutte idéologique et rhétorique à une approche militaire rationaliste axée sur la dissuasion. Elle fut employée aussi aux États-Unis. L'économiste Charles Wolf Jr. et le politologue Nathan Leites de la RAND publièrent en 1970 *Rebellion and Authority* – édition publique de leurs travaux auprès du Département de l'Armée – dans lequel ils avançaient que le modèle s'appliquait aussi aux conflits internes. Critiquant le projet de *Great Society*, ils expliquaient que la situation économique n'avait rien à voir avec la rébellion; les conditions de vie étaient sommes toutes très bonnes dans les villes où éclataient les émeutes – Détroit, Chicago ou Los Angeles – et les campus sur lesquels avaient lieu les manifestations – Berkeley, Columbia, etc. Il fallait donc augmenter le prix de la contestation. Ron Robin, *The Making of the Cold War Enemy: Culture and Politics in the Military-Intellectual Complex*, Princeton, Princeton University Press, 2001 à la p 202.

¹⁸ La réponse des grandes industries fut de couper dans les coûts de main d'œuvre. Cependant, si la croissance de la productivité se maintint, la redistribution des revenus d'entreprise du travail vers la modernisation des équipements de production n'aida en rien la reprise des taux de profit puisque cela mena à encore plus de surproduction et à une baisse de la consommation – sans compter l'arrivée imminente d'une troisième vague de joueurs issus des pays émergents. Robert Brenner, *The Boom and the Bubble: The US in the World Economy*, Brooklyn, Verso, 2002 à la p 24 [Brenner].

l'engagement international américain et les isolationnistes, l'argent nouveau ainsi dégagé faisait lui aussi l'objet de débats quant aux modalités de son réinvestissement. Ce problème complexe fit l'objet d'une kyrielle de tentatives de règlement par les administrations successives des années 1970 et 1980.

Dans le monde universitaire, le début des années 1970 marqua la fin de la triade ayant caractérisé le système universitaire d'élite aux États-Unis depuis la fin du XIX^e siècle, c'est-à-dire un système dans lequel les universités fondées par les premières grandes fortunes du pays – John Hopkins, Cornelius Vanderbilt, Ezra Cornell, James Duke, Leland Stanford, etc. – bénéficiaient du financement de fondations issues d'un partenariat entre les capitalistes de premier plan comme Henry Ford et Dale Carnegie avec la classe politique de Washington, souvent diplômée de ces institutions¹⁹. Ainsi, les fondations retiraient peu à peu leur argent des universités pour se consacrer dorénavant au financement de *think tanks*, d'organisations non-gouvernementales (ONG) de droits civils et au développement international. Les facultés de sciences sociales durent alors se tourner vers de nouvelles sources privées de capital et ainsi solliciter directement des corporations ou les nouvelles fondations possédant très souvent leurs propres *think tanks*²⁰. Par exemple, l'Olin Foundation (1953), vouée à la défense du libre marché et de l'entreprise privée, et connue pour son appui au développement du courant Law & Economics, nomma en 1977 l'ancien Secrétaire au Trésor de Nixon et Ford, William Simon, à titre de président de l'organisation. Simon contribua, tout au long des années 1980, à financer d'autres *think tanks* d'allégeance conservatrice et à créer de nombreux centres de recherche comme le Center for Inquiry into the Theory and Practice of Democracy de l'Université de Chicago ou l'Institute for Strategic Studies de Harvard²¹. En ce qui concerne la CSE, George Stigler, directeur de la Graduate School of Business à Chicago, s'affaira à réformer les modes de financement de son institution en la rapprochant de fondations comme le Volker Fund et d'entreprises telles que Pfizer ou Procter & Gamble pour fonder en 1977 le Center for Study of the Economy and the State (CSES). La crise de capital affectant les universités américaines passa donc par une réorganisation du paysage académique du pays en les incitant à recentrer leurs activités avec l'aide des fonds privés de recherche jouant le rôle de courroie de transmission avec le pouvoir politique.

Suite à ce tour d'horizon, nous croyons pouvoir affirmer que le bloc hégémonique américain traversait une crise inquiétante pour la classe dominante, et que les intellectuels organiquement liés à cette classe sentaient le besoin de passer à l'action. Ceci dit, la relation entre ceux-ci et l'État changea radicalement avec la montée en importance des *think tanks* dans la détermination de leurs activités de recherche et de leur discours.

¹⁹ Zinn, *supra* note 8 à la p 262.

²⁰ Philip Mirowski et Thomas A Stapleford, *Building Chicago Economics: New Perspectives on the History of America's Most Powerful Economics Program*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011 à la p 130 [Mirowski et Stapleford].

²¹ Susan George, « Winning the War of Ideas » (1997) 44:3 Dissent 47 à la p 51. Susan George relate d'ailleurs l'étonnante implication de la fondation dans la publication de l'œuvre phare de Francis Fukuyama, *The End of History and the Last Man*, 2^e éd, New York, The Free Press, 1992.

II. La redécouverte de la CSE

Les vicissitudes ayant affecté le bloc historique américain, et que nous avons tenté de couvrir ci-haut, l'ont changé de façon permanente. Si bien qu'il était impensable pour l'hégémonie américaine de se reconstruire sur les mêmes bases et selon les mêmes termes. Le rétablissement d'une hégémonie aux États-Unis au milieu des années 1970 pose donc une question aux ramifications multiples : quelle était la nature de l'hégémonie à naître? Quels groupes seraient à l'origine de cette nouvelle hégémonie? Comment les idées allaient-elles se transformer? Comment les ressources matérielles allaient-elles être mobilisées pour donner forme à de nouvelles institutions? Quelle serait la nature de ces dernières? Nous étudierons ici la contribution de la Chicago School of Economics à cette redéfinition. Ce qui rend cette étude pertinente à nos yeux est l'ascension graduelle du discours de la CSE vers le centre du champ de la science économique et vers les cercles internes du gouvernement américain. Nous croyons que cette ascension s'est faite grâce au projet scientifique de la CSE, sa mission de technocratisation du savoir, et par l'influence de certaines de ses figures de proue, Milton Friedman au premier plan²².

L'Université de Chicago, fondée en 1890 par le milliardaire John D. Rockefeller, avait dès sa création représentée un symbole d'indépendance d'esprit face aux universités de la côte Est. Financée à ses débuts uniquement par les Rockefeller, et donc indépendante de tout argent gouvernemental, la vision des sciences sociales de l'institution était hétérodoxe et très ouverte. Milton Friedman remarqua d'ailleurs à son arrivée à l'université en 1932, qu'une grande partie des chercheurs en sciences sociales à Chicago étaient des sympathisants communistes²³.

C'est donc grâce à ce climat d'ouverture que les tenants du libéralisme néoclassique purent s'implanter au sein de l'université dès les années 1940. Il est d'ailleurs important à ce point de l'exposé de préciser que les premières thèses libérales néoclassiques de la CSE avaient été développées bien avant 1960, notamment par Ronald Coase, Aaron Director, Friedrich Hayek et Henry Simons²⁴. Leur approche novatrice et dynamique de l'enseignement de l'économie eut tôt fait d'attirer les meilleurs étudiants. Le système d'ateliers mis en place par T. W. Schultz, directeur du département d'économie de 1946 à 1962, puis étendu par la suite à l'école de droit et à l'école d'administration, permit la formation d'intellectuels spécialisés et hautement efficaces dans l'analyse de politiques économiques. À partir de 1954, les étudiants des cycles supérieurs devaient suivre des cours de base en théorie des prix, théorie de la monnaie, statistique et économétrie, enseignés par les plus grands professeurs de l'université. Les taux d'échec y étaient élevés, et ceux qui

²² Nous avons fait le choix de nous pencher principalement sur le cas Milton Friedman car il est encore aujourd'hui considéré comme un fondateur de l'économie politique américaine moderne, et en raison de son influence tant à titre de professeur, que de journaliste et de politicien dans le débat politique américain. Nous sommes toutefois conscients qu'il n'est qu'un des acteurs ayant contribué au développement de la CSE, et qu'une compréhension de la complexité de ce courant de pensée nécessite la prise en compte, entre autres, de ses prédécesseurs.

²³ Mirowski et Stapleford, *supra* note 20 à la p xxx.

²⁴ *Ibid* aux pp xxxiv et 138.

passaient étaient rattachés à un professeur avec qui ils faisaient de la recherche sur un sujet précis et concret dans le but de produire du matériel publiable. L'objectif des ateliers était également de recevoir des articles scientifiques et de les critiquer minutieusement en séminaire sur leur méthodologie et leurs résultats, si bien qu'un ancien chercheur de la CSE résumait le système d'ateliers en deux mots : « Prouvez-le²⁵ ». Cette méthode prometteuse, la CSE semblait vouloir la faire adopter par l'ensemble des intellectuels en sciences sociales. Ainsi, déjà en 1966, Milton Friedman avait, dans son essai *The Methodology of Positive Economics*²⁶, proposé le développement d'une science de l'économie fonctionnant avec des modèles simples et efficaces, mais plus généralement l'adoption par les sciences sociales du postulat de l'universalité des préférences et des choix rationnels, permettant d'appliquer les sciences économiques à tous les champs de l'activité humaine.

Suite aux déboires des administrations ayant courbé l'échine devant les grandes fortunes du pays et les banquiers de Wall Street – citons ici les présidences de William H. Taft, Warren G. Harding, Calvin Coolidge et Herbert Hoover – la classe politique américaine s'était montrée bien frileuse devant les conseils d'économistes ventant la libre entreprise. Les Trente Glorieuses avaient plutôt vu naître un État-providence fondé sur des politiques keynésiennes et sur un secteur manufacturier dominant les marchés internationaux. Ainsi, la plupart des économistes des années 1950 et 1960 tendaient à adopter des visions conservatrices de la politique économique nationale, hostiles aux lois du marché et en accord avec les politiques démocrates de l'heure²⁷. Ceci dit, l'omniprésence de l'État à la fin des années 1960 en avait fait une cible facile pour identifier l'origine des crises diverses affectant la société américaine. Plutôt que de critiquer le système ou encore l'ensemble complexe de pratiques politiques et économiques ayant mené au marasme actuel, la CSE avait fait le choix conscient de se tourner vers la critique directe des politiques de l'État dans le but de participer à leur transformation. En 1972, Friedman faisait paraître dans l'*American Economic Review* un texte révélateur portant sur la politique monétaire nationale. Il y disait :

Nous avons été précipités dans un large système de contrôle arbitraire et tyrannique sur notre vie économique, pas parce que « les lois économiques ne fonctionnent plus comme elles le faisaient », ou parce que les remèdes classiques ne peuvent pas stopper l'inflation si appliqués correctement, mais parce que la population en général a été amenée à s'attendre à des standards de performance que les économistes ne sauraient atteindre. [...] Nous avons donc encouragé les politiciens à faire des promesses extravagantes, à inculquer des attentes irréalistes chez la population, et à promouvoir un mécontentement face à des résultats raisonnablement satisfaisants car ils ne correspondent pas à la « terre promise » par les économistes²⁸. [Notre traduction.]

²⁵ *Ibid* à la p 111.

²⁶ Milton Friedman, *Essays in Positive Economics*, Chicago, The University of Chicago Press, 1953.

²⁷ Mirowski et Stapleford, *supra* note 20 à la p 56.

²⁸ Milton Friedman, « Have Monetary Policies Failed? » (1972) 62:1/2 *Am Econ Rev* 11 aux pp 17-18 [Friedman].

Fait à noter dans ce passage, Friedman y critiquait tant les dirigeants de Washington que les économistes qui les avaient supportés. Cette sorte de *mea culpa* exprimé au nom de sa discipline révélait, selon nous, le véritable dessein de la CSE, soit de prendre le contrôle sur la politique économique de l'État américain, et donc sa nature d'intellectuel organique du bloc hégémonique²⁹.

En accusant ainsi ses collègues interventionnistes d'alchimistes frauduleux, Friedman souhaitait aussi réitérer sa confiance en une approche parcimonieuse et scientifique de l'économie qui se pencherait davantage sur l'étude des *lois* du marché, mais également sur la rationalité humaine³⁰. Stephen Gill explique pour sa part que cette approche libérale néoclassique prônait un « ordre social efficace » basé sur un structuralisme découlant de l'individualisme méthodologique³¹. Le projet en découlant était une sorte d'économie politique constitutionnelle limitant la vie démocratique aux affaires *publiques*, hors de l'économie, afin de permettre aux individus rationnels de faire des choix éclairés et libres de contrainte dans le marché. Cela avait également pour effet de faire passer l'économie d'une « science de la gestion de l'allocation de ressources limitées » – *oikonomia*, ou administration du foyer – à une science de l'étude stratégique de la maximisation des opérations dans un univers de contraintes structurelles et normatives à minimiser.

Milton Friedman avait rencontré Friedrich Hayek en 1947 lors de la première rencontre de la Société du Mont-Pèlerin, groupe d'intellectuels militant pour le renouveau du libéralisme en opposition au keynésianisme en Occident. Après avoir insisté pour que l'économiste autrichien vînt à Chicago – ce qu'il fit en 1950 – il participa avec lui à la renaissance de l'American Enterprise Institute, voulant faire contrepoids aux politiques centristes des *think tanks* keynésiens de Washington. Il y fit la rencontre de personnalités politiques de marque comme Gerald R. Ford et Donald Rumsfeld. Ce fut toutefois sa rencontre avec le sénateur Barry Goldwater qui eut le plus d'impact sur lui, puisqu'il devint son conseiller économique lors de la campagne présidentielle de 1964. Or, ses positions antikeynésiennes radicales n'aidèrent pas la popularité chancelante de Goldwater, attaqué en raison de son conservatisme et de sa proximité avec Joseph McCarthy. Si la défaite cuisante du Parti républicain contre Lyndon B. Johnson le fit s'éloigner de la politique, Friedman comprit qu'il pouvait conserver sa reconnaissance académique et son influence politique tout en faisant partie de l'anti establishment et en luttant contre le dogmatisme³². Son nouvel objectif fut donc de faire de la politique tout en conservant ses distances *du* politique, c'est pourquoi il fonda l'année suivante, en 1965, la Philadelphia Society, penchant américain de la Société du Mont-Pèlerin, opposé aux *think tanks* centristes comme l'Heritage Foundation. C'est alors qu'il s'affaira à produire ses textes les plus influents, rédigés directement à l'intention des décideurs de Washington.

²⁹ Précisons ici que nous reconnaissons l'existence à l'époque de discours contre-hégémoniques luttant eux aussi pour une redéfinition de la politique économique américaine. La notion gramscienne de l'intellectuel implique nécessairement l'insertion de celui-ci dans les luttes de pouvoir.

³⁰ Friedman, *supra* note 28 à la p 13.

³¹ Stephen Gill, « Constitutionalizing Inequality and the Clash of Globalization » (2002) 4:2 Int Stud Rev 47 à la p 55.

³² Mirowski et Stapleford, *supra* note 20 à la p xli.

Tel qu'exprimé ci-haut, la deuxième moitié des années 1960 aux États-Unis était marquée entre autres par la préoccupation du bloc hégémonique de stabiliser la crise monétaire sévissant aux États-Unis. C'était donc pour Friedman le moment propice pour promouvoir un de ses essais phares écrit avec sa collègue Anna Schwartz en 1963 : *A Monetary History of the United States, 1867-1960*. Ils y expliquaient que la crise de 1929 avait été sévèrement aggravée par la mauvaise gestion de la Réserve fédérale, qui avait resserré sa politique monétaire à la fin des années 1920³³. Ce faisant, elle avait augmenté les taux d'intérêt pour protéger le dollar, ce qui avait grandement affecté l'accès aux liquidités des banques nationales et freiné la reprise économique. De plus, en agissant comme prêteur de dernier recours, elle était intervenue indûment dans les affaires des banques et empêché une saine régulation du marché par ses lois naturelles. Il est aujourd'hui difficile de prendre conscience de l'impact qu'eut la publication de cette analyse à l'époque : pour la première fois depuis l'Entre-deux-guerres, un discours faisant une telle apologie des lois du marché était tenu ouvertement par des intellectuels américains.

Les écrits de Friedman s'inscrivaient dans le corpus scientifique des chercheurs de la deuxième génération d'économistes de la CSE, qui s'inspirait de la biologie évolutionnaire et du béhaviorisme pour compléter la théorie de la maximisation des intérêts³⁴. L'approche biosociologique ou bioéconomique permettait, selon eux, de mieux comprendre les choix que la « simple » théorie économique basée sur l'*Homo œconomicus*³⁵. Un collègue de Friedman, Robert Dunn, reprit d'ailleurs cette idée de saine régulation « organique » du marché pour publier en 1970 une étude de la viabilité d'un système de taux de change flottants³⁶, soit trois ans avant que Nixon adhère à l'idée. Dunn y défendait les profits marginaux possibles avec la fluctuation naturelle des taux de change – qui avait pour corollaire la fluctuation des prix des produits américains sur le marché international – tout en maintenant le même volume d'échanges, ce qui constituait une planche de salut pour l'économie américaine. Déterminés à faire valoir leur point de vue auprès de l'administration Nixon, les économistes de la CSE multiplièrent leurs sorties tant dans la sphère scientifique que médiatique. Dans ce dernier domaine, Friedman bénéficiait depuis 1966 d'une tribune enviable en tant que chroniqueur mensuel dans la revue d'actualités *Newsweek*. Il y publia en octobre 1970 un article intitulé « *Set the Dollar Free* »³⁷, se voulant un cri du cœur pour la déréglementation et le désengagement de l'État de l'économie. Comme le meilleur déterminant de la valeur du dollar est le marché, écrivait-il, Washington se devait de diminuer l'aide financière à l'étranger,

³³ Milton Friedman et Anna J. Schwartz, *A Monetary History of the United States, 1867-1960*, Princeton, Princeton University Press, 1963 aux pp 299-301.

³⁴ Les béhavioristes rejettent la méthode historique d'analyse du comportement des acteurs au profit d'une méthodologie quantitative basée principalement sur la théorie des jeux. On acceptait du même coup la modélisation des systèmes de relation, et la capacité de prédiction mathématique des sciences sociales. Alex Macleod et Dan O'Meara, *Théorie des relations internationales : Contestations et résistances*, 2^e éd., Outremont, Éditions Athéna, 2010 à la p 51.

³⁵ Mirowski et Stapleford, *supra* note 20 à la p 233.

³⁶ Robert M. Dunn, « Flexible Exchange Rates and Oligopoly Pricing : A Study of Canadian Markets » (1970) 78:1 *J Polit Econ* 140.

³⁷ Milton Friedman, « *Set the Dollar Free* » *Newsweek* (19 octobre 1970).

d'éliminer les contrôles obligatoires de capitaux sur les corporations et les banques, puis d'abandonner les politiques protectionnistes, toutes des politiques adoptées par Kennedy et Johnson et affectant, selon lui, les libertés individuelles des entrepreneurs de la nation³⁸.

On comprend alors pourquoi le gouvernement américain réalisa rapidement les avantages à court terme de taux de changes flottants dans une Amérique au dollar surévalué et enregistrant des déficits commerciaux : l'État n'avait plus à se préoccuper du niveau de production des industries nationales, ni de la stimulation de la demande, afin d'assurer le maintien et la croissance des profits des entreprises. En ce sens, l'autre innovation théorique néoclassique fut de renverser le modèle keynésien en passant d'une approche basée sur la stimulation de la demande de produits et services (*demand-side economics*) à une approche basée sur l'offre (*supply-side economics*). Encore une fois, l'idée était de laisser plus de liberté d'action aux détenteurs de capitaux pour choisir comment et où investir et ainsi créer de la richesse et de l'emploi. L'État se désengageait alors de l'économie, brisant un lien qui l'unissait aux travailleurs pour remettre les relations travailleurs-employeurs-investisseurs entre les mains des lois du marché.

C'est cette transformation que Robert Cox décrit comme la lente transition du fordisme au post-fordisme³⁹. Le modèle américain en vogue depuis le début du siècle s'organisait autour d'une triade syndicat-entreprise-État, qui comptait sur une main d'œuvre spécialisée représentée par de grandes institutions syndicales au sein d'entreprises œuvrant dans une structure économique contrôlée par l'État. Mais le retrait de ce dernier du contrat social le liant à la société civile et de son rôle interventionniste au profit du capital *autorégulateur* changea complètement la structure du bloc historique. La facilitation de la circulation du capital, avec l'ouverture des barrières nationales et la convertibilité fluide et flexible des devises, engendra deux changements institutionnels majeurs. Premièrement, elle permit la renaissance du marché de la spéculation financière sur les marchés étrangers et sur les devises étrangères, ouvrant de nouveaux débouchés aux réserves de capitaux accumulés en raison du phénomène d'expansion financière décrit ci-haut. Deuxièmement, elle permit une internationalisation du travail qui favorisa le développement des multinationales et affaiblit par le fait-même les rapports entre ouvriers et entreprises, mettant fin à l'ère des grands syndicats. Cette internationalisation affecta aussi la cohésion de la classe ouvrière, la diversification des identités et des rôles économiques, entraînant une isolation, voire une dépolitisation, de l'individu dans la société civile.

Un changement si radical dans l'organisation sociale occidentale aurait sans doute dû s'accompagner de fortes protestations. Toutefois, on peut comprendre pourquoi cet état de fait, mis en lien avec la nouvelle normativité découlant de l'individualisme méthodologique développé par le libéralisme néoclassique, fut accepté et intériorisé par la population. En effet, plutôt que de tout bousculer, la

³⁸ *Ibid.*

³⁹ Cox, *supra* note 2 à la p 696.

promesse libérale néoclassique fut de réitérer les fondements du modèle américain de société sans classes, où l'autodétermination et l'égalité formelle sont gages de réussite et d'émancipation potentielle pour tous⁴⁰.

III. Le nouveau visage de l'hégémonie

On ne peut toutefois affirmer que le libéralisme néoclassique s'imposa en tant qu'idéologie dominant le bloc historique dès la publication des premiers textes la promouvant. Au cours des années 1970, alors que la CSE mettait à l'épreuve ses thèses en Amérique latine⁴¹, le keynésianisme et le protectionnisme si fortement critiqués par celle-ci composaient toujours le paradigme guidant les décisions politiques. La volonté américaine de faciliter les mouvements de capitaux fut accompagnée, lors des présidences de Nixon et Ford, d'un retour au protectionnisme commercial. En 1973, les États-Unis signèrent l'*Accord multifibres*⁴², marquant une exception inusitée au principe du GATT⁴³ de non-discrimination car il restreignait l'importation de textiles des pays en développement. Puis en 1974, le *Trade Act*⁴⁴ permettait au Secrétaire au Commerce de prendre des actions punitives contre les pays trouvés « malhonnêtes⁴⁵ ». De son côté, Jimmy Carter défendit le keynésianisme déficitaire malgré l'opposition de ses partenaires, si bien qu'il fallut attendre l'arrivée en poste de Reagan en 1981 pour assister à la première application des préceptes libéraux néoclassiques du moindre État et de la favorisation de l'offre par la Maison Blanche et le Congrès⁴⁶. De plus, les années 1970 furent marquées par de nombreuses crises sociales auxquelles le libéralisme néoclassique ne pouvait fournir qu'une réponse partielle. Certes, le désengagement de l'État du maintien du filet social et du soutien de l'économie l'avait retiré des feux de la scène, mais le bloc historique n'avait pas su ressusciter le consentement populaire à l'égard de l'hégémonie nationale. Encore une fois, la paix sociale et le regain de confiance de la société civile n'allaient être de retour qu'au milieu des années 1980.

Deux questions émanent alors de ce constat. Dans un premier temps, comment expliquer l'écart de près de quinze ans séparant la publication des premiers textes de la CSE et l'adoption de certaines de ses thèses centrales par l'État américain? Dans un second temps, pourquoi le libéralisme néoclassique n'a-t-il pas réussi à lui seul à régler la crise hégémonique de l'époque, et quel élément ou phénomène est venu combler les lacunes du paradigme pour finalement mettre un terme à ladite crise? Nous formulons ici deux hypothèses visant à répondre respectivement à ces questions.

⁴⁰ Perry Anderson, « The Antinomies of Antonio Gramsci » (1976) *I:100 New Left Rev* 5 à la p 30.

⁴¹ Juan G Valdes, *Pinochet's Economists: The Chicago School of Economics in Chile*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995 à la p 52; Mirowski et Stapleford, *supra* note 20 à la p 57.

⁴² *Arrangement concernant le commerce international des textiles*, 20 décembre 1973, 25 UST 1001, TIAS N° 7840 (entrée en vigueur : 1^{er} janvier 1974, remplacé : 1^{er} janvier 1995) [*Accord multifibres*]

⁴³ *Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce*, 30 octobre 1947, 58 RTNU 187 (entrée en vigueur : 1^{er} janvier 1948) [*GATT de 1947*].

⁴⁴ *Trade Act of 1974*, Pub L No 93-618, 88 Stat 1978 (1975).

⁴⁵ Brenner, *supra* note 18 à la p 29.

⁴⁶ *Ibid* à la p 121.

En ce qui concerne l'adoption tardive du libéralisme néoclassique par l'État, nous proposons tout d'abord de revenir à la définition de l'intellectuel présentée au début de cet exposé. Rappelons que l'intellectuel entretient un rapport dialectique avec la classe à laquelle il est lié. Ainsi, il aura tendance à se montrer critique envers elle afin d'attirer son attention et son appui. En revanche, l'adoption par la classe du point de vue de l'intellectuel lui fera perdre du même coup la liberté ultérieure de commenter son comportement. En ce sens, ce ne furent pas les professeurs de la CSE qui influencèrent directement le pouvoir politique américain, mais plutôt les étudiants formés dans ces milieux et qui se trouvèrent des emplois au sein du gouvernement et des institutions du Consensus de Washington. Même Friedman, qui avait juré de se tenir loin de la politique, délaissa quelque peu, au cours des années 1980, la publication de grands traités d'économie politique pour servir dans l'Economic Policy Coordinating Committee puis sur l'Economic Advisory Board de l'administration de Ronald Reagan, qui semblait grandement apprécier les conseils de l'économiste⁴⁷.

Pour ce qui est du règlement de la crise hégémonique, nous avançons qu'elle comportait deux aspects concomitants mais ne pouvant être abordés par le libéralisme néoclassique à lui seul. En effet, si la société civile remettait en question la capacité de l'État à structurer la vie économique du pays, elle témoignait également, et peut-être plus fondamentalement, d'une crise des valeurs nationales à la base même de l'identité américaine et donc de l'hégémonie. Le libéralisme néoclassique, en tant qu'idéologie économique, scientifique et individualiste, se trouvait ainsi bien mal outillé pour répondre à un tel problème. C'est pourquoi nous suggérons que cet aspect de la crise hégémonique fut abordé par l'arrivée du courant néoconservateur au début des années 1970, et sa montée en force au début des années 1980. Après l'échec de la promesse libérale d'ouverture sur le monde moderne, notamment avec le projet de *Great Society*, ce retour au conservatisme visait à réaffirmer les « valeurs ayant fondé l'Amérique », afin de créer un nouveau projet de société autour des traits fondamentaux de l'identité américaine avec, au premier plan, la religion. Ainsi, un sondage Gallup de 1970 démontrait que plus d'un tiers des Américains adultes se décrivait comme « Born-again Christian », Jimmy Carter et Ronald Reagan étant du nombre. En 1973, suite à l'arrêt *Roe v Wade*⁴⁸ de la Cour suprême décriminalisant l'avortement, les conservateurs protestants s'inspirèrent des mouvements chrétiens Noirs du Sud et de leur rhétorique efficace pour défendre leur vision des droits civils comme issus des valeurs traditionnelles et religieuses des États-Unis et non pas d'un ordre moral exogène. Menés par les télé évangélistes comme Jerry Falwell ou Jim et Tammy Faye Bakker, les groupes Moral Majority, Religious Roundtable et Christian Voice travaillèrent à déboulonner « *the idea that "religion and politics don't mix," [a myth, Falwell] said, "[that] was invented by the devil to keep Christians from running their own country"*⁴⁹ ». La preuve de leur puissance fut leur influence dans l'échec de l'*Equal Rights Amendment*⁵⁰ en 1973. Cette proposition d'amendement à la

⁴⁷ Mirowski et Stapleford, *supra* note 20 à la p xlv.

⁴⁸ *Roe v Wade*, 410 US 113 (1973).

⁴⁹ Mahmood Mamdani, *Good Muslim, Bad Muslim : America, the Cold War, and the Roots of Terror*, New York, Three Leaves Press, 2004 à la p 42.

⁵⁰ É-U, HJ Res 208, *The Equal Rights Amendment*, 92^e Cong, 1972.

Constitution visant à y enchâsser l'égalité des sexes fut fortement critiquée, notamment car, croyait-on, elle risquait de garantir les droits universels à l'avortement et au mariage homosexuel. C'est cependant sous la présidence de Reagan que ce courant idéologique prit réellement de l'ampleur. Lors de la campagne présidentielle de 1980, il appuya publiquement la droite chrétienne lors d'une allocution à la National Religious Broadcasters Convention – dont l'hôte était Jerry Falwell – au moment où une marche sur la capitale de plusieurs centaines de milliers de personnes réclamait un « *Washington for Jesus* ».

Finalement, nous croyons que le règlement de la crise hégémonique vint précisément de la synthèse dialectique du libéralisme néoclassique intégré à l'État et du néoconservatisme promu par la société civile et l'État sous Reagan. Pour une première fois depuis l'Après-guerre, l'État reprenait son rôle de porte-étendard du nationalisme américain, compris comme un mélange de valeurs fondatrices, notamment l'exceptionnalisme, le capitalisme et la religion.

Lorsque vient le temps d'étudier la constitution d'une idéologie, il est toujours dangereux de tomber dans le piège de la justification *ex post* de ses préceptes. Nous croyons que cet exercice relève plutôt du procès d'intention que de la réflexion honnête sur ses origines. Les plus grands discours théoriques sont apparus en des temps de crise, c'est-à-dire à un moment de l'Histoire où le bloc historique voyait l'hégémonie s'effriter et les tensions entre classes s'exacerber. C'est pourquoi nous réitérons l'importance d'étudier les fondements théorique d'une idéologie en fonction des méthodes employées dans la tentative de règlement de la crise; cette approche nous permet d'en apprendre davantage sur ses caractéristiques ontologiques et normatives, mais également sur les rapports entretenus par ses tenants avec le bloc historique et la classe le dominant.

En ce sens, nous avons vu comment une école marginale des sciences économiques en est venue à prendre le centre de la scène grâce à un discours inusité et, surtout, répondant non pas aux contradictions systémiques de la structure historique mais plutôt aux enjeux stratégiques nationaux menaçant le bloc historique et son hégémonie. Cet article ne se voulait toutefois que l'ébauche d'une étude plus profonde du rôle d'intellectuel de la CSE. En effet, plusieurs pistes restent à défricher afin de faire la lumière sur le processus par lequel un petit groupe de chercheurs d'une université du Midwest américain, eux-mêmes inspirés de penseurs autrichiens comme Karl Popper et Friedrich Hayek, est parvenu à dicter un pan entier de l'évolution de l'économie mondiale du XX^e siècle et nous affectant encore aujourd'hui.

Nous croyons donc que les éléments qui nous restent à préciser sont principalement la reprise de l'analyse de la CSE dans les discours des États et des organisations internationales de l'époque, ainsi que la façon dont la CSE a pu prendre

le dessus sur les idéologies concurrentes portées par d'autres institutions et classes des sociétés civiles américaine et mondiale. Pour ce faire, nous suggérons au lecteur de se pencher davantage sur les documents gouvernementaux officiels comme les *Economic Reports of the President of the United States*, les rapports des différents départements américains ou les publications officielles du FMI, de la Banque mondiale et des organes subsidiaires de l'ONU. Une autre source intéressante pour la poursuite de notre réflexion se trouve dans les chroniques hebdomadaires que Milton Friedman produisit de 1966 à 1984 dans la revue *Newsweek*. Elles pourraient nous fournir un intéressant commentaire de l'actualité de l'époque par le plus grand nom de la CSE. Finalement, il serait pertinent de s'inspirer de certains auteurs qui se sont récemment attardés sur la question de la réforme paradigmatique opérée au milieu du XX^e siècle, tel que Daniel Stedman Jones dans son ouvrage *Masters of the Universe: Hayek, Friedman, and the Birth of Neoliberal Politics*⁵¹.

Ce genre de recherche représente à nos yeux la forme la plus pertinente d'investigation dans le domaine des relations internationales, car elle permet de mettre en relation des acteurs qui sont trop souvent isolés dans l'analyse, en plus d'ouvrir la porte à un regard réflexif sur notre rôle en tant qu'intellectuels. Les concepts opérationnalisés ici pourraient très bien être réutilisés dans une étude du bloc historique actuel en raison de leur capacité d'adaptation et d'évolution. Si des auteurs ont déjà donné naissance à une littérature prolifique sur le sujet, l'immense complexité du projet de recherche gramscien implique toutefois que la tâche devant nous demeure lourde, quoique passionnante.

⁵¹ Daniel Stedman Jones, *Masters of the Universe : Hayek, Friedman, and the Birth of Neoliberal Politics*, Princeton, Princeton University Press, 2012. Voir aussi Serge Audier, *Néolibéralisme(s). Une archéologie intellectuelle*, Collection Mondes vécus, Paris, Grasset, 2012.